Compte rendu d'audience
MONTGERON (91)

EVRY 16/12/2019

Le 11/12/2019, une délégation Alternative Police-CFDT, comprenant notre délégué départemental pour le 91, était reçue par le Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Montgeron. Nous tenions notamment à mettre en avant notre vigilance eu égard aux conséquences de la future réforme territoriale et des changements de cycles horaires sur la qualité de vie de nos collègues.

- **Réforme territoriale** : des appels d'offre émis en janvier pour tous les effectifs.
- **Cycles Horaires :** Alternative pose ses conditions.
- **Commissariat de Montgeron** : Alternative Police alerte sur les travaux nécessaires pour assumer dignement le futur statut de tête d'agglomération.

RÉFORME TERRITORIALE

Effectifs

Dans le cadre de la prochaine réforme territoriale, notre interlocuteur nous assure que des appels d'offres seront émis dès janvier 2020 pour tous les effectifs du CEA. Cette évolution impliquera entre autres la mise en place de BOE, états major et secrétariats uniques pour chaque tête d'agglomération. Ce projet permettrait de dégager des effectifs pour venir apporter les renforts nécessaires aux collègues de terrain.

Initialement prévue pour le mois d'avril dernier, la synthèse se fera finalement en septembre. Alternative Police salue la perspective d'une meilleure opérationnalité qu'offrirait cette évolution, mais nous mettons comme condition qu'un véritable choix de poste soit offert à chaque collègue concerné, et qu'un accompagnement spécifique soit mis en place pour chaque cas difficile. Alternative Police insistera toujours sur le fait que c'est avant tout la qualité de vie des fonctionnaires qui leur permet d'être plus efficaces professionnellement.

Travaux et évolutions nécessaires pour devenir tête d'agglomération

Face au manque de budget que connaît le commissariat de Montgeron, Alternative Police s'inquiète de la faisabilité des travaux nécessaires pour être à même d'assumer dignement ce futur rôle de tête d'agglomération.Dans ce cadre, un nombre bien plus élevé de personnes, policiers, public et GAV, seront amenés à fréquenter le site.

Il est nécessaire d'augmenter la surface destinée aux GAV, et de sécuriser au mieux les cellules.En ce qui concerne les places de stationnement pour les véhicules personnels, Alternative Police insiste sur le fait que tout doit être mis en œuvre pour faciliter l'accès des collègues une fois l'afflux nouveau de fonctionnaires mis en place sur site.Notons pour le côté pratique que le commissariat de Montgeron n'est à ce jour pas doté de simples toilettes publiques, encore moins avec un accès « handicapés ».

CYCLES HORAIRES

En application des nouveaux cycles horaires envisagés, et donc du passage aux « 12h08 », les collègues de nuit restent pour l'heure dans l'ignorance de leur futur bornage horaire. Alternative Police met en avant le fait qu'un changement complet de rythme de vie impacterait négativement la vie personnelle des fonctionnaires concernés. En réponse à notre inquiétude, le Chef de la Circonscription nous assure de sa détermination à les défendre dans la mise en application du nouveau cycle horaire.

COMMISSARIAT DE MONTGERON : QUELLES ÉVOLUTIONS ?

Dans le cadre de la réforme territoriale, et du passage de Montgeron en qualité de tête d'agglomération, les renforts d'effectifs que connaitra le commissariat permettront d'en augmenter la puissance de frappe opérationnelle. Notre interlocuteur nous fait part de son souhait de se saisir de cette opportunité pour créer un groupe « STUP », et ainsi désengorger les BSU. Par ailleurs, en connaissance de la délinquance exponentielle que connait Montgeron, Alternative Police s'associe au Chef de la Circonscription pour demander des effectifs supplémentaires affectés dans le commissariat.

Au plus près des policiers du 91 !

Alternative Police IDF est allé à la rencontre de nos collègues sur différents sites pour recueillir leurs sentiments sur les réformes à venir.Nous portons votre voix pour faire entendre vos doutes et vos appréhensions. Jusqu'à la complète mise en application de ces évolutions, notre vigilance ne faiblira pas pour défendre les conditions de vie et de travail de tous les policiers !

Bureau Île-de-France

52, rue Crozatier 75012 PARIS
01.42.38.57.61